

La réglementation sur les voyages et les transferts de fonds vers Cuba ne change pas l'essence du blocus



La Havane, 9 juin (RHC) La publication de nouvelles réglementations nord-américaines sur les voyages et les transferts de fonds vers Cuba ne constitue pas un changement significatif de l'essence du blocus économique, financier et commercial des États-Unis contre l'île des Caraïbes.

En mai, le président nord-américain Joseph Biden a annoncé la levée de plusieurs restrictions qui faisaient partie de ses promesses de sa campagne électorale à l'égard de Cuba. Cela ne signifie pas pour autant que les aspects l'hostilité des plus de 200 mesures prises par le républicain Donald Trump durant son mandat ne sont plus en vigueur.

Avec la publication dans le Federal Register de ces nouvelles directives, la possibilité pour les citoyens nord-américains de se rendre à Cuba est effective, mais toujours en groupe, liée au domaine de l'enseignement et sous certaines restrictions.

Les Nord-américains ne peuvent toujours pas faire du tourisme sur l'île et les transactions liées à leurs voyages restent limitées.

En ce qui concerne les transferts de fonds, la limite de 1 000 dollars tous les trois mois a été supprimée, mais les caractéristiques de ce processus, qui nécessite des licences spéciales pour le fonctionnement des sociétés nord-américaines impliquées, n'ont pas été précisées.

Ces mesures s'ajoutent à d'autres, comme la levée de l'interdiction des vols vers des villes cubaines autres que La Havane, qui, pendant la pandémie de Covid-19, rendait difficile pour les citoyens et résidents nord-américains de contacter leurs proches à Cuba.

Cuba a fait remarquer qu'il s'agit d'un pas en avant vers la bonne direction mais des progrès très limités car les actions coercitives de nature extraterritoriale, qui font partie du cadre juridique du blocus nord-américain, sont toujours en vigueur.

En annonçant le changement de certains aspects de la politique à l'égard de la plus grande des Antilles, Biden a également évoqué la possibilité pour les États-Unis d'autoriser des investissements dans le secteur non étatique, mais il n'a pas été révélé comment cette mesure sera appliquée.

Au cours de son mandat, le démocrate a maintenu l'essentiel des mesures mises en place par son prédécesseur Donald Trump, approuvées en 2017 visant à renforcer les sanctions économiques contre l'île des Caraïbes, même en pleine pandémie.

La mise en œuvre de cet ensemble d'actions cette semaine coïncide avec les vives critiques adressées à l'administration Biden concernant l'exclusion de Cuba d'un sommet régional basé à Los Angeles, en Californie.

Plusieurs chefs d'État et de gouvernement ont refusé de participer à l'événement en raison de son caractère exclusif, et parmi ceux qui y assisteront, un groupe a annoncé qu'il soulèverait la nécessité de mettre fin au blocus nord-américain contre Cuba comme une question prioritaire.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/nacionales/290250-la-reglementation-sur-les-voyages-et-les-transferts-de-fonds-vers-cuba-ne-change-pas-lessence-du-blocus>



Radio Habana Cuba